

informations

occitanie

la
cgt

Comité Régional CGT Midi-Pyrénées
& Languedoc-Roussillon



Vie Syndicale
Féministe, la CGT ?



A la une
Démarche revendicative



CESER
Zoom sur...

N° 246 Décembre 2019

**Urgence sociale
et environnementale,
même combat !**



©YvanK-Fotolia.com

Editorial	2
A la une	3
• Démarche revendicative	
Vie syndicale	4
• Discriminations	
• Féministe, la CGT ?	
CESER	7
• Zoom sur...	
Vie syndicale	11
• Du FONGECIF à Transitions Pro : tout le monde y perd	
Actualité Régionale	12
• Urgence sociale et environnementale, même combat !	
Brève	15

« Les utopies d'aujourd'hui sont les réalités de demain »

Victor Hugo.

A en croire la pensée libérale dominante, un seul chemin est possible, celui tracé par le capitalisme. Un horizon indépassable où ceux qui vivent du travail des autres s'enrichissent toujours plus, sur le dos du monde du travail!!!

Depuis des décennies, patronat, libéraux et gouvernements successifs orchestrent à leur profit une régression généralisée des droits, de la démocratie à l'entreprise et dans la cité. Ils dépècent toutes les valeurs de notre modèle social basé sur la solidarité et infusent l'idée qu'aucune autre alternative n'est possible.

Pourtant dans notre région des centaines de travailleurs, de dizaines d'entreprises se mobilisent dans des luttes locales gagnantes sur l'emploi, les conditions de travail, les salaires... Nous avons à les faire connaître et à les valoriser. Cela ne doit pas cacher nos difficultés à mobiliser de façon interpro sur les enjeux communs tels le code du travail, la sécurité sociale, l'école, le droit à l'Energie pour tous, l'emploi, les minimas sociaux, les services publics...

Prenons le temps et les dispositions pour redonner crédit à l'action collective interpro, seule capable de créer le rapport de force pour transformer nos conditions de travail, de vie tout en participant à construire des perspectives de changement de société.

Partout dans le monde s'élèvent des mouvements sociaux qui revendiquent la démocratie, un monde plus responsable, le respect de l'humain et de l'environnement, ils rejettent les guerres et la barbarie, l'avidité, les inégalités, l'exclusion et les intolérances...

Par ces luttes, l'utopie reprend de la vigueur et ouvre des perspectives de progrès, de liberté et alimente les mobilisations. N'est-ce pas l'utopie qui a permis que le 15 mars 1944 dans une France occupée et exsangue, le Conseil national de la Résistance adopte à l'unanimité son programme intitulé « Les jours heureux » qui permettra la création de la sécurité sociale et la mise en place de notre système de retraite!

Les mouvements sociaux divers, dans les Ephad, pour les services publics, les gilets jaunes, les gilets roses, les hospitaliers, les jeunes, l'environnement, les luttes pour l'égalité des droits, contre le racisme et la xénophobie, pour l'accueil et le droit des réfugiés, contre les violences faites aux femmes, toutes ces luttes expriment le besoin grandissant de justice, de démocratie, de droits et sont le terreau des convergences à travailler pour gagner un monde meilleur.

La mobilisation du 5 décembre doit chaque jour s'enraciner et trouver des prolongements pour gagner l'abandon de la « réforme » des retraites, nous le pouvons. Tous ensemble syndiqués, militants, délégués travailleurs, mettons nos forces en commun pour convaincre, mobiliser le camp des travailleurs.

Non l'utopie n'est pas une chimère! Alors je me mets à rêver qu'éveillés et conscients nous rêvions à un autre monde à façonner ensemble, tous ensemble! Les propositions de la CGT nous y invitent.

Gisèle Vidallet
Secrétariat régional



Comité Régional CGT
Occitanie
7, place du Fer à Cheval
31300 TOULOUSE

Prix : 1€ • N° 246 • Décembre 2019
N° d'inscription à la CP 0221S05720
ISSN 1950-4926

Directeur de la Publication :
Lionel Pastre

Tél. 05 61 23 35 52

e-mail : cgt.crm@orange.fr

site : www.cgt-midipyrenees.com

Conception et réalisation :

Sandrine Bellin

Comité Régional CGT Occitanie

Imprimé par le
Comité Régional CGT Occitanie
31300 TOULOUSE



Démarche revendicative

Une belle initiative régionale les 17 et 18 octobre derniers au Cap d'Agde : "Retours d'expériences démarche revendicative CGT à partir du travail".

Après les mots d'accueil de Lionel, les mots d'introduction de Freddy puis d'Angélique, 140 militants CGT ont débattu, réfléchi, écrit, échangé à partir d'expériences concrètes engagées sur le terrain au plus près des salariés.

Dans une salle aménagée pour favoriser les échanges, faire en sorte que chacun, chacune soit acteur, les militants s'en sont «donnés à cœur joie». Ils ont fait part de leur vécu, de leur doute, de leur interrogation, etc., mais aussi de leur certitude de valoriser le travail face au capital.

Parmi la quinzaine de syndicats ciblés, 5 d'entre eux ont participé aux deux tables rondes de la première journée. Chacun ont fait la démonstration que la démarche revendicative à partir du travail, ça marche ! ça fonctionne !

Beaucoup de tonus et du bonus qui donnent confiance face aux adhésions, aux scores électoraux réalisés, face aux gains revendicatifs dont ils nous ont fait part. on n'était pas dans le «y a qu'à, il faut» mais dans l'activité syndicale au quotidien et dans la nécessité d'écouter les salariés, de faire avec eux et par eux.

Démonstration faite aussi que la démarche exige d'avoir une bonne

qualité de vie syndicale, démocratique avec des syndiqués informés, formés afin qu'ils soient de véritables pôles de rayonnement auprès de leurs collègues de travail. Puisque la démarche consiste à élaborer les propositions CGT avec le plus grand nombre de syndiqués pour les mettre en débat avec les salariés, de donner la parole aux salariés sur leur propre travail pour bien le réaliser. Faire en sorte que nous soyons plus des facilitateurs pour que les salariés prennent la parole, plutôt que d'être des porteurs de bonne parole.

L'idée étant que les salariés soient de véritables acteurs, décideurs du contenu de leur travail, du sens et de son utilité. Qu'ils puissent y compris disputer l'organisation du travail, véritable chasse gardée du patronat, des employeurs.

Comme cela a été dit maintes fois : *«Les meilleurs experts pour bien travailler ce sont les travailleurs eux-mêmes».*

Démonstration faite que le travail est central :

A partir du travail on «déroule la pelote», il irrigue tous les enjeux : les enjeux sociaux, économiques, climatiques, politiques européens, internationaux.

Le nombre d'interventions, l'écoute mutuelle dans le respect de chacun, y compris des opinions différentes, ont permis d'être dans un état d'esprit constructif, dans l'aide et l'entraide entre nous, pour

développer nos pratiques syndicales au plus près des salariés à partir du travail réel.

Qu'elle fût surprenante, innovante, intéressante aussi la fin de la journée avec ce théâtre forum où des camarades militants sont devenus de véritables acteurs sur scène autour du thème «sur le travail». Tout ceci animé de mains de «maîtres» dans une ambiance d'éducation populaire.

Et pour clôturer la journée, autour d'un apéritif et d'un repas fraternel, nous avons assisté, participé même à l'animation musicale avec chants d'un remarquable artiste et militant. Bravo l'artiste !

Là aussi nous étions tous acteurs de cette formidable ambiance.

L'esprit de la «démarche/travail» fût ainsi vivante, jusque tard dans la soirée. Elle fût ensuite poursuivie le lendemain lors des 4 ateliers et de leur restitution avec toujours cette volonté d'harmoniser démarche revendicative à partir du travail, qualité de vie syndicale, faire le lien entre les enjeux locaux et nationaux, d'être dans une démarche de déploiement et de reconquête. En effet une nouvelle civilisation du travail est à inventer et, avec elle, une société émancipée où primerait le développement humain et environnemental.

Un compte-rendu écrit de l'initiative



Discriminations

« Entretiens croisés »

a été fait, avec les différentes introductions au débat, les présentations (PowerPoint, vidéo) des syndicats pilotes aux tables rondes, plusieurs interventions dans la salle et les conclusions de notre secrétaire régional. C'est un support intéressant qui peut aider à développer une démarche revendicative toujours au plus près des salariés, de tous les salariés, afin de faire grandir et inscrire dans la durée le rapport de force dont le monde du travail d'aujourd'hui a besoin.

Des outils sont à votre disposition, n'hésitez pas à les réclamer auprès de vos UD respectives !

- Compte-rendu écrit de l'initiative régionale,
- Guide de la démarche revendicative CGT à partir du travail « Comment faire ? ». 3000 exemplaires lors de l'initiative ont été pris, il en a manqué. D'autres sont disponibles à la région.

Bravo et merci à tous celles et ceux qui ont contribué à la préparation et à la réussite de cette belle initiative qui encourage à déployer une démarche revendicative CGT à partir du travail.

Freddy BAUDUCCO,
secrétariat régional

Pourrais-tu nous rappeler de quelle discrimination tu es victime personnellement ou à titre collectif ?



Lina Dessanti
(SG UD 82):

Le 17 mai 2019 les serrures de la maison du peuple à Montauban ont été changées empêchant les salariés militants et syndiqués d'accéder à nos locaux !

Didier Mezin (SG UD 09):

Depuis 4 années, la mairie de gauche (socialiste) de Foix en Ariège a engagé procédures sur procédures contre la CGT afin d'obtenir l'expulsion de ses locaux syndicaux. Pour rappel elle les occupait occupait depuis au moins trente ans sous forme de commodat jusqu'à un fameux lundi 4 novembre 2019 ou sur demande exprès de la mairie pour faire exécuter la décision d'expulsion, la préfète de l'Ariège accorde l'intervention de la force public. Avec un grand courage sans en avertir l'Union départementale CGT (comme convenu) ils nous délogent comme dans les films de voyou des années 50 au petit matin avec police, serrurier, déménageur, huissier de justice et des agents municipaux qui avaient installés au préalable des barrières de protection.

Pour répondre clairement à ta question le qualificatif de discrimination s'applique de façon comparative. Nous sommes discriminés au motif d'avoir été la seule organisation

syndicale expulsé et sans relogement de la municipalité de Foix, Nous l'avons été également lorsque nous avons refusé les propositions précédentes de relogement au motif qu'elles étaient déloyale au regard de nos missions d'accueil et de conseil syndical et juridique et de la qualité de notre hébergement précédent.

Jérôme Delmas (SG UD 46):

Le 28 juin 2018 dans le cadre d'une journée d'action intersyndicale CGT/FO, une distribution de tracts s'était déroulée sans incident au péage de Gignac (A20). En plein mois d'août, 5 militants CGT: William, Gérard, Michel, Anne-Sophie et moi-même, étions convoqués à la gendarmerie. Le 5 novembre 2018, le procureur décidait de me poursuivre non pas en tant que secrétaire général de l'UD CGT du Lot mais à titre personnel pour, je cite: « *Occupation du domaine public routier non autorisée et non conforme à sa destination* » et me condamnait par ordonnance pénale du 10 mai 2019 (sans audience, ni défense possible) à une amende de 500 €.

Quel est le contexte politique dans lequel tu es attaqué ?

L.D.: Depuis plusieurs mois des réfugiés étaient à la rue sans solution de relogement, RESF a alors pris la décision de loger ces réfugiés au rez de chaussée de la maison du peuple, l'UD CGT a soutenu cette initiative ! Il n'en fallait pas plus à la maire

Brigitte Barèges, maire LR voir d'ultra droite, qui veut vendre la la maison du Peuple au nom d'opérations immobilières et de calculs politiques. Nous avons eu des décisions de Justice favorables sur ce dossier mais ils se croient tout permis mais nous avons prouvé à de multiples reprises que nous Étions nous aussi très obstinés.



J.D.: La journée d'action intersyndicale CGT/FO du 28 juin 2018 s'inscrivait dans un contexte de lutte avec déjà de nombreuses mobilisations contre les ordonnances Macron qui allaient réduire les droits des salariés (principe de faveur, inversion de la hiérarchie des normes), restreindre les prérogatives des instances représentatives du personnel (disparition des CHSCT, refonte des instances dans le CSE), accentuer la précarité (barémisation des licenciements)... bref que du bonheur pour le patronat... nous revendiquions également l'augmentation des salaires des pensions, et minima sociaux, développement des services publics... avant la crise de la taxe carbone qui fit démarrer le mouvement des gilets jaunes sur tous les rond point et péages de France.

Que retiens-tu de cette lutte et de l'implication des organisations et des syndicats ?

L.D.: Ce fut et ça continue de l'être une belle lutte. Les premiers temps il y avait une réelle implication des syndicats du 82 et d'ailleurs de toute l'Occitanie, mais nous avons aussi rencontré des difficultés pour mobiliser. Les camarades, ne comprenant pas toujours l'enjeu !



D.M.: L'analyse de 4 années de luttes toujours en cours sera une mobilisation syndicale qui sera montée crescendo avec des syndicats et militants ariégeois, renforcée dans un second temps par des Unions départementales et le comité régionale Occitanie ? A noter que ces derniers mois le soutien militant et financier de la Confédération par son CCN nous permet aujourd'hui de passer un Cap supplémentaire qui pèsera, je le pense très sincèrement, à l'aboutissement de combat incompréhensible entre une municipalité se réclamant de Jaurès et la CGT et son histoire.

J.D.: Si l'on parle de la lutte pour laquelle nous avons mené cette action, elle reste plus que jamais d'actualité. Si l'on parle de la lutte contre les libertés syndicales et la discrimination dont je suis victime et avec moi toute la CGT, c'est une lutte qui n'a pour objectif que de nous affaiblir, dissuader de revendiquer et faire peur. Avec le mouvement social qui a suivi nous le gouvernement, bras armé du patronat ont montré jusqu'à quelle répression ils étaient capables de mener pour briser les luttes sans répondre aux revendications sociales.

C'est pourquoi cette lutte contre la répression syndicale doit être menée pied à pied sans rien lâcher car renoncer serait renoncer à la démocratie, renoncer à la transformation de notre société, une société débarrasser d'un capitalisme destructeur d'humanité et de notre environnement.

Es-tu confiant pour l'avenir ? L'organisation d'un meeting sur ces questions peut-il amener quelque chose ?

L.D.: Je suis confiante sur la capacité des camarades, pour la mobilisation mais je pense que des initiatives de cette nature pourrait encore voir le jour... confiante mais vigilante !

Je pense que l'organisation d'un meeting pour la compréhension collective des enjeux sur ces questions peut amener quelque chose et aussi parce que nous devons construire une riposte collective, aux coups qui nous sont portés !

D.M.: Nous avons engagé dernièrement une procédure en cassation qui devrait nous projeter bien après les prochaines élections municipales de 2020. D'autres procédures juridiques sont envisagées de notre part et contre la CGT. La proposition d'un meeting à périmètre régional ou national sur les discriminations dans tous les cas est nécessaire que la situation de l'UL; de Foix soit réglée ou pas d'ici là... malheureusement le nombre des discriminations syndicales ne fait que progresser et nous ne devons pas lâcher un seul centimètre de terrain à celles et ceux qui veulent nous voir disparaître d'un champ de bataille « capital-travail » de plus en plus indispensable pour le salariat.

J.D.: Je suis confiant dans l'avenir. Tant qu'il y a de la lutte il y a de l'espoir. L'organisation d'un meeting sur ces questions fait partie de cette bataille à mener, pour éveiller les consciences de ne pas se laisser enfermer dans la peur, le repli sur-soi, mais bien relever la tête et se rassembler nombreux pour que vive la démocratie et le progrès social dans un monde respectueux de notre environnement. Rendez-vous est donné à tous à Cahors devant le TGI le 13 décembre à 8h00, jour de mon audition et très prochainement au meeting.

Féministe, la CGT ?



Un débat très revendicatif sur un enjeu majeur de notre société : l'égalité entre les femmes et les hommes.

Le 12 novembre une centaine de personnes a assisté au débat organisé par l'UD 34 « **Femmes, inégalités, violences...** ». Sophie BINET, responsable de l'activité femmes-mixité de la CGT et Rachel SILVERA, maîtresse de conférences en économie à l'université Paris-Nanterre ont introduit un riche débat en répondant aux questions du responsable de la rédaction du Midi-Libre.

Elles viennent de publier un livre avec Maryse DUMAS, qui a été membre du Bureau confédéral de la CGT : « **Féministe la CGT ? Les femmes, leur travail et l'action syndicale** » (Éditions de l'Atelier).

Dans cet ouvrage à travers le portrait de militantes de la CGT et des luttes de femmes, elles ont tenu à rendre visible le rôle important des femmes dans le mouvement ouvrier et syndical et plus particulièrement dans la CGT. Les femmes subissent une double invisibilité sociale : leur rôle de militantes, leurs luttes et leurs grèves sont bien souvent dévalorisés, oubliés ou occultés.

Rachel nous a rappelé que les femmes ont toujours travaillé, et pas seulement pour le travail domestique ! Elles ont progressivement conquis des droits au travail, pris des responsabilités. Le travail salarié, c'est déjà le début de l'autonomie économique. Le travail a un rôle central dans le combat féministe. Mais les inégalités au travail sont toujours importantes. Les femmes gagnent globalement un quart de moins que les hommes. Nous devons mener le combat pour faire appliquer la loi « *salaire égal pour un travail de valeur égale* ». Depuis les années 70 de nombreuses lois ont été promulguées pour faire appliquer l'égalité salariale, mais les sanctions ne sont pas appliquées envers le patronat. Les attaques récentes sur le droit du travail vont à l'encontre de l'égalité professionnelle. En parallèle depuis les années 80, l'essor du temps partiel, du travail du dimanche et la précarité progressent dans les secteurs où les femmes travaillent majoritairement comme dans les « services » (commerce, santé, petite enfance...). Les emplois des femmes sont dévalorisés, les maternités les pénalisent toujours, et l'articulation vie professionnelle et vie familiale est toujours difficile. Il est important de revendiquer des Services publics comme pour l'accueil des enfants.

Les 230 000 femmes en France qui subissent des violences sexistes et sexuelles sont aussi des travailleuses, nous devons obtenir en France l'application de la norme de l'OIT contre ces violences.

Sophie nous a convaincu que la CGT, qui s'est déclarée féministe à son 52^e congrès, doit être un levier d'émancipation des femmes. Nous devons conjuguer rapports sociaux de genre et lutte de classe : l'égalité doit être une impulsion transversale de tous les jours (et pas que le 8 mars) que nous devons porter aussi bien dans le travail, dans la vie et en interne dans la CGT. Le syndicalisme et le mouvement féministe, qui se sont longtemps regardés avec méfiance, peuvent et doivent aujourd'hui conjuguer leurs efforts pour que l'émancipation des femmes devienne, au présent, le combat de toutes et de tous pour une société plus juste et pour développer le syndicalisme.

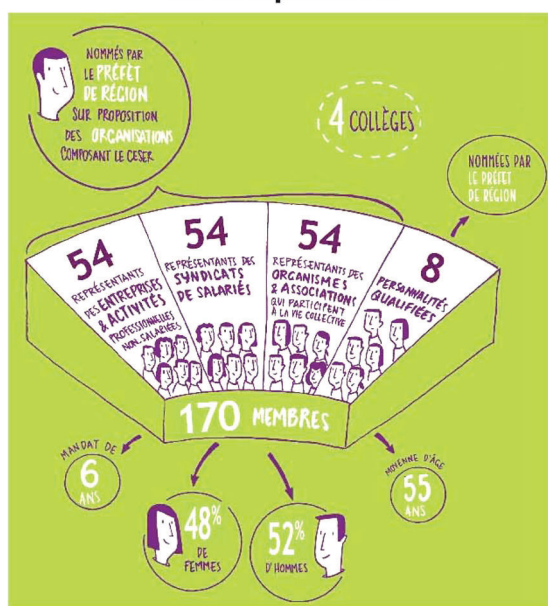
Enthousiasmé-e-s par cet excellent débat un-e participant-e sur deux a acheté le livre « **Féministe la CGT** », nous espérons qu'elles et ils en feront bon usage pour impulser des actions en faveur de l'égalité et la mixité.

Zoom sur...

CESER: QUÉZAKO?

Le Conseil Economique, Social et Environnemental Régional (CESER) est une Assemblée consultative. C'est un laboratoire d'idées qui permet de répondre aux besoins des citoyens ainsi qu'à l'intérêt régional. La saisine du CESER est obligatoire sur les documents budgétaires régionaux: orientation budgétaire, budget primitif, schémas régionaux, orientations environnementales... Il peut aussi s'auto-saisir sur des questions en lien avec les compétences de la région.

La composition



LA CGT, 1RE FORCE ORGANISÉE, PRÉSENTE DANS CETTE INSTANCE RÉGIONALE !

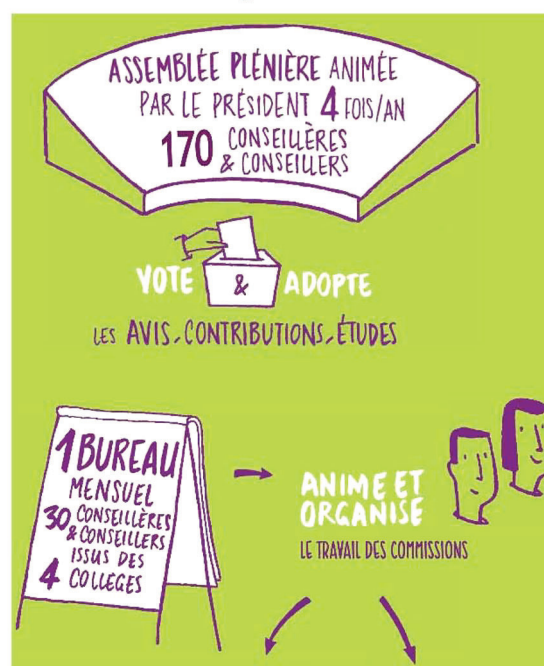
8 commissions :

- Aménagement du territoire, politiques environnementales et énergétiques, transports, infrastructures, numérique, logement
- Espace et développement rural, agri-agro, forêt, bois, alimentation
- Activités et mutations économiques, économies sociales et solidaires
- Enseignement supérieur, recherche, valorisation, transfert, innovation
- Education, formation, emploi, jeunesse, enjeux de société
- Méditerranée, Littoral, relations internationales
- Santé, culture, sport, cohésion sociale
- Finances, politiques contractuelles, Europe, suivi et évaluation des politiques publiques
- Section Prospective

Le rôle



L'organisation



Zoom sur...

Avec 16 conseillers sur les 54 issus des syndicats de salariés, le groupe CGT au Ceser Occitanie est la 1^{re} force organisée présente.

Une stricte parité pour les groupes supérieurs à 10 membres, ainsi que le rajeunissement des conseillers avec un membre de moins de 30 ans. Après une période transitoire de 2 ans, pendant laquelle les Ceser Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon ont fonctionné par addition, le Ceser Occitanie a pris ses marques à partir du 1er janvier 2018. La fusion de la Région a représenté un défi, car la CGT était opposée à la loi Notré qui a revisité les approches du territoire.

PAROLES DE MANDATÉS



Xavier PETRACHI, animateur du groupe CGT au CESER:
"Être conseiller au Ceser demande beaucoup d'engagement, d'autant que chaque camarade a la charge d'autres activités syndicales, et reste actif dans son travail et dans son syndicat, base de la CGT".

Quel est ton rôle ?

L'animateur est le point de liaison entre le pôle Territoire confédéral

CGT et les groupes CGT dans les 13 Ceser de France ainsi que celui du CESE (Conseil Economique Social et Environnement au niveau national).

Il permet que chaque conseiller, quel que soit son département d'origine, trouve sa place et développe une activité dans au moins 2 des 8 commissions et sections, en fonction de son expérience, de ses connaissances, et en tenant compte des mandats CGT exercés par ailleurs (chaque conseiller participe à 2 commissions). Il fait le lien aussi avec le président du Ceser, afin d'avoir des échanges réguliers sur des thématiques qui concernent plus particulièrement l'activité de la CGT. Il fait la liaison entre le Comité Régional CGT et le groupe.

Quel est l'engagement des militants conseillers CGT au CESER ?

J'ai la charge de la bonne participation des 16 conseillers CGT, en lien avec le Comité Régional.

Le mandat dégage des moyens pour l'activité syndicale, à partir des indemnités reçues du CESER et reversées intégralement par les conseillers CGT au Comité Régional. Pour cela, chaque conseillère et conseiller doit participer au moins à 12 réunions par quadrimestre.

La participation aux commissions

sur l'ensemble du territoire de l'Occitanie génère beaucoup de temps de transport, de temps de réunion et de préparation.

Le Ceser est bien une activité majeure de l'activité syndicale et cela reste l'unique lieu où la CGT peut être représentée au niveau régional.



Vanessa NY:

"Défendre le développement des services publics est une priorité"

Je suis fonctionnaire territoriale et je travaille au sein de Carcassonne agglomération dans le domaine de l'aménagement du territoire. Comme Christine, j'ai été proposée par l'UD de l'Aude, et le Comité Régional CGT a validé ma proposition.

Je siége à la commission Aménagement qui est présidée par la CGT en la personne de Christine Sanchez.

Depuis mon arrivée dans cette commission, nous avons été amenés à donner des avis sur la convention TER entre la SNCF et la Région Occitanie et sur le SRADDET qui est un document de planification à l'échelle régionale qui donne des grandes orientations en termes de



mobilité, d'environnement, d'habitat. Sur ces différents avis avec nos camarades de la CGT nous n'avons eu de cesse de défendre le développement des services publics et une vision de l'aménagement du territoire qui doit répondre aux besoins fondamentaux des habitants de l'Occitanie.

Je participe également à la commission Méditerranée avec 3 autres mandats de la CGT.

Au sein de cette commission nous avons abordé le devenir de la filière pêche et les conséquences du changement climatique sur le trait de côte. Notre prochaine saisine se focalisera sur le 7e continent et la question du plastique en Méditerranée. Dans cette commission, nous prenons tous les jours, s'il le fallait encore, conscience de l'urgence de changer de modèle de société. Cette société qui pense l'économie à court terme, en pressant toujours plus les salariés et la planète tend à sa perte. Si dans cette commission la plupart des

représentants s'accordent sur ce constat, les propositions pour cette sortie de crise peinent à émerger. Nous devons au sein de la CGT aborder cette question et amener des réponses urgentes pour un nouveau modèle de développement de nos sociétés plus respectueux des personnes et de notre environnement.



Christine SANCHEZ:

« Présider une commission, c'est montrer que la CGT ne se situe pas que dans la revendication, qu'elle est porteuse de propositions, de valeurs humaines, de progrès social, de démocratie. »

Je suis personnel civil au Ministère de la Défense.

Je siège aussi à la commission «Santé-Culture-Sport-Cohésion sociale».

Je préside la commission

« Aménagement du Territoire-Politiques environnementales et énergétiques-Transports-Infrastructures-Numérique-Logement », à la demande du comité régional CGT.

Cette commission est une des commissions les plus importantes du CESER car elle traite de tout ce qui est organisation du territoire.

Nous travaillons actuellement sur la transition énergétique qui est un enjeu majeur de société.

La réponse aux changements climatiques n'est pas seulement environnementale ou énergétique.

Elle porte aussi sur la réduction des inégalités, la place centrale du travail et un nouveau mode de développement, car la politique énergétique et politique industrielle sont étroitement liées.

Pour cela nous devons mobiliser tous les leviers, comme par exemple:

- La précarité énergétique: pour les plus démunis, isoler son logement

Zoom sur...

et payer les factures d'électricité devient insupportable.

- Le transport: la décision de supprimer le train des primeurs Perpignan Rungis, et de mettre 20 000 camions par an sur les routes de l'Occitanie.

Présider une commission, c'est montrer que la CGT ne se situe pas que dans la revendication, qu'elle est porteuse de propositions, de valeurs humaines, de progrès social, de démocratie.

C'est aussi travailler avec toutes les composantes de la société (à part le Rassemblement National) pour la

vie du territoire, qu'il soit local, départemental, régional, pour le bien des habitantes et des habitants de l'Occitanie.

Enfin, nous sommes une organisation syndicale qui sait écouter, entendre, analyser, mais qui ne lâche pas sur les enjeux politiques, socio-économiques, écologiques.

Les mandats CESER dans la CGT

Ils doivent travailler dans leur commission en lien avec l'ensemble de la CGT. Un mandat CESER qui est isolé de son UL, UD, n'est pas utile à l'organisation.

De même, pour pouvoir travailler dans les commissions, il faut être "raccord" avec les orientations de la CGT, ses fiches revendicatives, pour pouvoir les porter, les défendre, les faire intégrer dans les avis (maillage des services publics dans les territoires, un pôle public de l'énergie, etc).

En fonction des avis à rendre, ils doivent s'informer des enjeux de notre territoire en lien avec la politique nationale (politique nationale en matière de santé "ARS" et son application qui se traduit par le saccage de l'hôpital public par exemple).

Rencontre avec... Gilles Birbes



Né en 1964 à Castres, Agent de l'Office Public Municipal de Castres depuis 1985, en tant que agent technique polyvalent (électricien, plombier, peintre, etc).

Actuellement sur un grade d'Adjoint Technique Principal 1^{er} cl Cat C.

Syndiqué depuis 1991 et militant depuis 1995.

Secrétaire du syndicat en 1998 j'intègre le collectif international fédéral de la Fonction Publique Territoriale en 2002, puis le collectif logement national en 2004.

Elu au Fond National Fédéral (structure qui attribue les subventions de fonctionnement aux départements) lors du congrès de la fédération des services du Mans en 2006 j'y effectue 3 mandats consécutifs jusqu'à ce jour.

Elu aussi auprès du « Centre De Gestion du Tarn 81 » à la « Commission Administrative Paritaire » et à la Commission de réforme.

Administrateur de l'Office Public HLM du Tarn et anciennement « de 2005 à 2009 » à la CAF.

Formations d'intégration du 1^{er} et du 2^e niveau ainsi que celle de formateur CHSCT et instances paritaires.

Mandaté au conseil supérieur de la Fonction Publique Territoriale au début de cette année.

J'ai par ailleurs pratiqué le rugby à XIII pendant 21 ans dans les clubs de Castres XIII et Réalmont XIII. Organisateur des championnats du monde de pêche de la carpe en 2009 en tant que vice-président de la fédération « Groupement National Carpe » à Cazaubon lac de Barbotan dans le Gers. Je suis toujours impliqué dans la pêche mais au niveau local de l'AAPPMA de Castres. Heureux grand-père d'un petit Ylan de 2 ans et demi qui fait le bonheur de mon épouse, Gisèle, jeune retraitée.

Du FONGECIF à Transitions Pro : tout le monde y perd

La loi Formation professionnelle de 2018 fait disparaître le Fongecif. Une partie de ses attributions sont transférées à partir du 1^{er} janvier 2020 dans une nouvelle association, Transitions Pro.

Le Fongecif avait pour mission principale d'accompagner les salarié.es dans leur demande de Congé Individuel de Formation (CIF). Le CIF était un droit, il permettait de s'absenter, tout en étant rémunéré, pour suivre une formation. Ce droit est transformé en la possibilité d'utiliser son Compte Personnel de Formation de Transition Professionnelle (CPF-TP). D'un droit, nous passons à une possibilité, avec autorisation de l'employeur. C'est donc pour les salarié.es une perte dans le droit à la formation professionnelle. C'est l'une des raisons principales, d'ailleurs, de la non-signature par la CGT de l'Accord National Interprofessionnel (ANI) ayant abouti à la loi.

L'association Transitions Pro Occitanie sera donc lancée le 1^{er} janvier 2020. La CGT a été la seule organisation syndicale à ne pas signer les statuts. De fait, y compris pour protéger les salarié.es du Fongecif (voir plus bas), nous exigeons que la nouvelle association soit la continuité juridique de la

précédente. Nous avons aussi l'exigence que les représentant.es des salarié.es soient présent.es au Conseil d'Administration de l'association. Celle-ci sera présidée par... le MEDEF, avec la CFDT comme vice-présidente. La loi permet à la CGT d'être de droit présente au Conseil d'Administration de la nouvelle association, même si elle n'a pas signé les statuts. Ses mandaté.es seront mobilisé.es pour permettre au maximum de salarié.es de bénéficier de leur droit (bafoué) la formation.

QUELQUES DONNÉES:

2019.

En Occitanie, depuis mars, 968 dossiers de demandes de financement de transition professionnelle ont été acceptés sur 2 144 dossiers reçus et 1 664 examinés en commission au 31 octobre.

2018.

L'an dernier, 3 003 dossiers de CIF CDI et CDD ont été acceptés sur 4 662 dossiers reçus.

Au total, le Fongecif a examiné 7 250 demandes de financement et en a accordé 6 000, tous dispositifs confondus.

2017.

À titre de comparaison, en 2017, année de la fusion entre les Fongecif Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon, 2 915 dossiers de CIF CDI et CDD ont été financés par le Fongecif, sur

3 816 dossiers déposés. Il avait examiné 5 400 dossiers pour plus de 10 000 demandes.

ET LES SALARIÉ.ES DU FONGECIF DANS TOUT ÇA ?

Ce sont un peu les oublié.es de cette loi. La disparition du Fongecif entraîne de fait un plan social puisque la nouvelle association n'a pas de lien juridique avec l'ancienne. Fin 2018, le Fongecif avaient 65 salarié.es. Il est déjà annoncé que la nouvelle association ne pourra pas en avoir plus de 40... La CGT est investie pour que personne ne reste sur le carreau.

Urgence sociale et environnementale, même combat !

La CGT est engagée dans les actions sur les questions environnementales. Elle considère qu'urgence sociale et environnementale sont un même combat.

Le réchauffement climatique et ses conséquences sur les pertes de biodiversité. Depuis l'adoption en 1992 des deux conventions mondiales des Nations Unies sur le Climat et sur la Biodiversité, les orientations nécessaires et les changements à opérer sont connus. Pourtant, de COP en COP, les rapports sont de plus en plus alarmants et, dans les faits, pas de changement de cap ! Pas de changement de système ! La hausse des températures s'accélère. Si le réchauffement climatique n'est pas contenu en deçà de 1,5 °C, les conséquences seront irréversibles pour l'humanité et la biodiversité. Pour tenir cet objectif, les émissions de gaz à effet de serre doivent baisser de 45 % d'ici 2030 et atteindre la neutralité carbone en 2050.

Pourtant, l'Union Européenne vient de renoncer à ces objectifs et ne vise plus qu'une réduction à hauteur de 40 % pour 2030. Pour réduire massivement l'empreinte carbone et les émissions de gaz à effet de serre, il faut changer de type de développement, rompre avec une

logique où les intérêts privés priment sur l'intérêt commun.

Nous saluons l'engagement et le dynamisme de la jeunesse à travers le monde en faveur de la justice climatique. Sa détermination et son engagement sont exactement ce dont nous avons besoin en cette période critique. La jeunesse prend les devants là où trop de responsables politiques se croisent les bras.

Le changement climatique est un fait avéré scientifiquement, il ne s'agit pas d'une question d'opinion. Ce phénomène doit être enseigné dans toutes les écoles et établissements scolaires. Ils doivent être des espaces où s'apprennent et se prennent des mesures en faveur de la justice climatique. Des discussions libres et approfondies doivent être engagées afin de sensibiliser aux conséquences du changement climatique et aux solutions possibles, et notamment aux répercussions sociales de la diminution et de la cessation des émissions de carbone.

Nous demandons instamment à tous les gouvernements de prendre les mesures structurelles indispensables à une transition juste vers une économie résiliente au changement climatique et à basse émission de carbone. Le

changement climatique ne se combat pas au travers du « bon comportement des consommateur-trices. » Nous sommes aux côtés de la jeunesse qui revendique des mesures urgentes en faveur du climat et d'une transition économique juste.

En parallèle, un mouvement citoyen a éclo à l'automne 2018. Ce mouvement appelle à changer de système industriel, politique et économique, pour protéger l'environnement, la société et les individus. Il s'agit de combattre les dérèglements climatiques et la violence sociale en refusant toute forme de répression ou de discrimination.

Le capital ne se préoccupe pas de l'avenir de l'Humanité. Pour notre syndicalisme, les questions environnementales et l'urgence climatique sont indissociables de nos combats pour le progrès et la justice sociale. Changeons de système, pas le climat ! Plutôt que culpabiliser les individus, face à la crise sociale et climatique sans précédent que traverse la planète, c'est une réponse collective qui est attendue : une nouvelle politique qui engage la responsabilité des pouvoirs publics et du patronat et conjugue justice sociale et justice écologique. La suppression de la ligne de fret Perpignan-Rungis, par exemple, a



©YvannK-Fotolia.com

détruit des emplois, tandis que le transport des fruits et légumes se fait désormais par camions, plus polluants.

La fermeture d'un bureau de Poste, d'une école ou encore d'un service de santé en zone rurale, contribue à l'exclusion sociale des usagers les plus fragiles et contraint les autres à utiliser leurs automobiles.

La délocalisation d'une usine, non seulement, appauvrit un bassin de vie en France, au profit de régions où la main-d'œuvre est exploitée, mais elle contribue aussi à la hausse du transport mondial de marchandises.

Dans un communiqué commun, organisations de jeunesse et de salariés appellent à la mobilisation en faveur de « *l'amélioration des conditions de vie et de travail, dans le respect de l'environnement* ». Développer des services publics de proximité, relocaliser la production, conditionner les aides publiques aux entreprises, stopper les projets écologiquement et socialement rétrogrades sont quelques unes des revendications.

LE CESER S'EMPRE DE CE DOSSIER

Lors de sa séance plénière du 12 novembre, le CESER a été saisie d'un avis sur les effets du changement

climatique sur le littoral d'Occitanie. La CGT a voté pour cet avis.

Cette question est particulièrement importante alors que le littoral d'Occitanie (220 km) est à 85 % sableux et qu'en même temps on a assisté à une démesure de l'artificialisation du littoral. En effet, suite à mission Racine dans les années 1950, le littoral compte près de 380 ouvrages ! Ceci alors que l'érosion des côtes submersives est de plus en plus présente suite à des phénomènes récurrents : tempête, submersion marine, inondation, événement cévenol, ces phénomènes ont des impacts directement sur l'environnement et sur les ressources naturelles comme l'eau douce et la salinité des sols. Cela a aussi des impacts économiques sur l'agriculture, la conchyliculture, pêche, activité nautique et le tourisme de plein air. Il devient urgent d'avoir un plan de gestion des côtes, un plan de gestion des sédiments et un plan lié à la recomposition spatiale.

L'avis du CESER reste modeste mais engage la Région à :

- Faire en sorte que que le schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire (SRADDT, anciennement Sradett) soit contraignant pour les Schémas de cohérence territoriale (SCOT),

- Mettre en place un observatoire scientifique régional du littoral,
- Mettre en place une gouvernance globale et une solidarité spatiale entre les territoires,
- Soutenir l'adaptation aux transformations en cours,
- « Redonner confiance dans les institutions en élaborant un « état des lieux vérité » ».

DES FÉDÉRATIONS ENGAGÉES DANS CE COMBAT :

MOTION DU CONGRÈS DE LA FERC-CGT (OCTOBRE 2019)

La FERC CGT affirme que le syndicalisme doit prendre toute sa place dans le combat qui fait le lien entre urgence sociale et urgence environnementale. Elle engage une réflexion sur les métiers émergents liés à l'écologie. C'est bien à l'Éducation nationale, à la Recherche, à l'Éducation populaire et à la Formation professionnelle publique d'avoir, à travers la FERC, une réflexion globale des enjeux à venir, pour porter des alternatives à l'exploitation capitaliste de notre planète et de nos travailleur·ses. Concrètement nous devons travailler sur :

- la réalisation de vraies isolations de nos établissements qui sont de vraies passoires énergétiques ;

Urgence sociale et environnementale, même combat ! ...suite...

- la mise en place de plans de désamiantage de tous les locaux d'éducation et de formation;
- le développement des formations professionnelles répondant à l'urgence climatique et écologique;
- la préservation de la santé des salarié-es et des apprenant-es en passant toutes les restaurations collectives vers des filières locales et biologiques;
- l'instauration de programmes et pratiques pédagogiques de la question de l'urgence climatique et écologique.

La FERC CGT porte l'urgence sociale et environnementale. Elle participe aux débats et à la construction de mobilisations à ce sujet.

TRACT COMMUN UFSE-FDSP-SANTÉ
(SEPTEMBRE 2019)

Chaque jour qui passe rend plus urgente la nécessité de se mobiliser pour préserver notre planète et ses habitants. Sans des mesures fortes et rapides aux échelons international, européen, national et territorial, les conséquences des multiples agressions environnementales seront irréversibles. Cette justice écologique

dont nous avons tant besoin est indissociable de la justice sociale. Car, comme toujours, les crises quelles qu'elles soient, touchent d'abord les plus précaires, les plus pauvres. C'est dire combien un tel combat est celui de toute la CGT.

Il faut rappeler quelques vérités:

- Les 100 plus grandes compagnies mondiales sont responsables de 70 % des émissions de gaz à effet de serre;
- 1 % de la population la plus riche a une empreinte carbone 40 fois supérieure aux 10 % les plus pauvres.

Pour répondre aux enjeux considérables qui sont devant nous, d'autres politiques sont indispensables que celles qui baissent le pouvoir d'achat, qui précarisent toujours davantage, qui ne s'attaquent pas aux modes de production et qui font du profit des entreprises leur principal objectif.

Il n'y aura pas de véritables solutions à l'urgence climatique et écologique en dehors de politiques fortes et ambitieuses appuyées sur des services publics développés et renforcés. Or, depuis des années, les gouvernements successifs ont mis en oeuvre des

politiques d'austérité, coupant de manière massive dans les budgets, amputant les administrations de milliers d'emplois et procédant à des démantèlements des services au coeur des politiques publiques touchant l'environnement.

De ce point de vue, il y a aussi urgence quant à l'octroi des moyens nécessaires aux administrations de contrôle chargées de faire respecter les normes environnementales et de sanctionner celles et ceux qui fraudent. Il y a aussi urgence à réhabiliter la dépense publique et mobiliser les fonds publics nécessaires à des investissements conséquents et créateurs d'emplois dans les politiques publiques de l'environnement, du transport, du logement, de l'énergie, etc.

Ces politiques d'austérité frappent de plein fouet les agents de la Fonction publique en baissant leur pouvoir d'achat, en détériorant leurs conditions de travail, en mettant gravement en péril leurs missions.

À l'heure où le pouvoir exécutif entend aussi s'attaquer à nos régimes de retraite avec une contre réforme systémique, la CGT entend bien tout faire pour élever le rapport de force.



Les 10 et 11 octobre 2019, a eu lieu le congrès de l'UD CGT du Gers et les 28 et 29 novembre 2019 celui de l'UD CGT de Lozère.

Eric Cantarutti et Guillaume Martin ont été réélus.

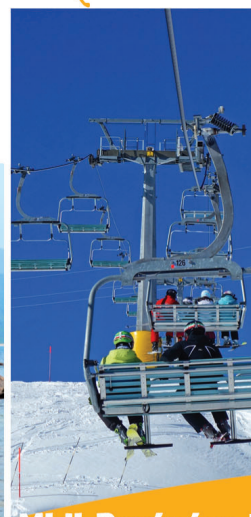
Félicitations à eux deux !

Tourisme Loisirs Culture

réseau ANCAV-TT

en Occitanie

- Une association de Tourisme de proximité **à votre écoute**
- La mutualisation des activités pour un **Prix Adapté**
- Des vacances de qualité pour tous, **au juste prix** (Locations, villages vacances)
- Des vacances en famille et en groupe
- Des vacances adaptées à vos envies et vos besoins : **une autre façon de voyager**
- Un service billetterie **à tarifs préférentiels**
- Un tourisme à taille humaine, privilégiant les acteurs issus de l'économie sociale et solidaire locale
- **Tarifs collectifs** Locations, villages vacances
- réduction **jusqu'à 40 %** sur les forfaits ski dans les Pyrénées, les Alpes, le Jura...
- Cinéma, concerts, parcs de loisirs, musées en Midi-Pyrénées **à tarifs réduits**
- Une assurance sports et loisirs **incluse dans l'adhésion**



Midi-Pyrénées
3, rue Merly - 31000 Toulouse
www.tlcmp.fr • Tél. 05 61 29 83 29

Languedoc-Roussillon
83 rue André Le Nôtre
Bât. Actipolis A3 Ville Active - 30900 Nîmes
<http://tourismeloisirslr.com> • Tél. 04 66 67 29 20



